Paris, le 2 juillet 2024.

Bonjour à chacune et à chacun,

J’ai lu le courrier daté du 1er juillet envoyé par Murielle au nom du Secrétariat national sollicitant des camarades pour rédiger, dans la période que nous traversons, des contributions sur notre syndicalisme dans cette période.

Je trouve que c’est une bonne idée. Chacune, chacun, nous sommes déboussolés par rapport aux évolutions de notre pays que nous mesurons désormais par les résultats des élections européennes puis par ceux des élections législatives. Face à cette situation, nous disposons d’un outil syndical, c’est notre Union syndicale. Faisons en sorte que cet outil nous soit utile et soit utile le plus largement possible. Partageons au moins nos interrogations, nos doutes, car il me semble présomptueux de penser que nous aurions LA réponse aux questionnements du monde. Le niveau actuel du mouvement syndical et du mouvement ouvrier nous confirme qu’il nous faut être modestes.

Ces diverses contributions ne peuvent qu’être rédigées à titre individuel, sans aucun « mandat » d’une quelconque structure. La multiplication de ces réflexions individuelles peut nous aider, ensemble, à comprendre un peu mieux ce que nous sommes en train de vivre et, peut-être, pourra nous aider à parvenir à influencer collectivement le cours des choses.

Pour essayer de réfléchir à ce que devrait faire notre Union syndicale dans la période, il faut déjà certainement partir de ce que nous sommes, une Union syndicale, pas une association, pas un club, pas un parti politique, mais un ensemble de syndicats ouvriers. Et partir de nos objectifs communs, faire aboutir nos revendications, nos revendications quotidiennes, pour aujourd’hui et demain, et nos revendications pour une transformation sociale qui devrait aboutir à un environnement global plus apaisé et plus pérenne pour un mieux vivre ensemble pour toutes et tous. Pour réfléchir sur ce que devrait faire notre Union syndicale, il nous faut essayer de dépasser nos émotions individuelles, nos colères, nos enthousiasmes infondés, nos exaspérations.

Dans son courrier, Murielle parle de recherche de quelques « repères » qui puissent nous aider dans nos positionnements collectifs. J’en vois un premier, qui est même à l’origine de notre regroupement syndical, et qui explique l’essentiel de notre création comme nouvelle structure syndicale en 1998. Notre marqueur commun qui explique pourquoi nous existons, c’est la volonté d’indépendance par rapport aux appareils politiques. Notre union s’est faite en 3 étapes avant de déboucher sur un congrès constitutif en 1998. La 1e étape, c’est 1981, avec le regroupement de 10 syndicats autonomes qui voulaient refuser l’alignement des confédérations sur le gouvernement de gauche arrivé le 10 mai 1981 et qui lui ont laissé les mains libres, et l’ont finalement laissé impuissant face au patronat et au « mur de l’argent ». Ces 10 organisations avaient même la prétention de « vouloir faire comme en 1936 ». Par ailleurs, la plupart s’étaient créées en choisissant l’autonomie en 1947/1948, lors de la scission entre CGT et CGT/FO, justement en refusant de choisir entre Moscou et New-York au début de la guerre froide, refusant de s’aligner sur le PCF ou sur « les autres », mais privilégiant l’unité interne. La 2e étape, c’est 1989, avec la création de Sud Ptt et son exclusion de la CFDT pour cause de grève alors qu’il y avait un gouvernement de gauche (Mitterrand -Rocard) que la direction de la CFDT soutenait et dont elle ne voulait pas entraver les choix politiques. La 3e étape, c’est 1995-1996, avec la grève de fin 1995 contre le Plan Juppé de casse de la Sécurité sociale, dont l’hôpital public et les retraites. La direction de la CFDT (et aussi une partie du PS) soutenait cette réforme, mais des syndicats et des fédérations de la CFDT se sont engagés totalement dans la grève avec la CGT, FO, la FSU et le Groupe des 10. À l’issue de ce conflit, des équipes CFDT engagées dans la grève ont quitté la CFDT pour créer des syndicats « Sud » et pour rejoindre notre regroupement syndical en cours de construction, là encore pour des raisons d’indépendance syndicale par rapport aux appareils politiques et de choix de prioriser les revendications.

Dans la période que nous venons de vivre, avec les élections européennes puis les deux tours des élections législatives, nous avons eu des débats dans Solidaires quant à un positionnement éventuel de notre Union syndicale directement par rapport à ces deux élections. Nous n’avons guère entendu le thème « élections, piège à cons » qui fustige la délégation de pouvoir par un système de démocratie représentative. De façon réaliste, nous savions que l’issue des élections législatives pouvait être, le plus sûrement compte tenu des rapports de force idéologiques et culturels actuels, l’arrivée au pouvoir d’un gouvernement d’extrême-droite. De façon réaliste encore, dès lors que le système démocratique actuel nous permet plus ou moins de « choisir » le gouvernement auquel nous allons être confrontés, mieux vaut en choisir un qui soit le moins agressif possible à l’égard de nos revendications. C’est pourquoi je pense que le positionnement majoritaire de notre Union « pas une voix pour l’extrême-droite » me paraît être un bon équilibre. Des camarades ont soutenu que le risque d’arrivée de l’extrême-droite à Matignon était un évènement exceptionnel qui justifiait que nous mettions entre parenthèses notre indépendance syndicale et que nous appelions ouvertement à voter pour le Nouveau Front Populaire. À ce compte, nous aurions pu dire, en 1981, que l’arrivée de la gauche au pouvoir, c’était une situation exceptionnelle qui justifiait de mettre entre parenthèses la Charte d’Amiens. C’est d’ailleurs ce que des syndicalistes et des syndicats ont fait à l’époque, qui ont ensuite, plus ou moins, suivi le « tournant de la rigueur ». En outre, appeler ouvertement à « voter Nouveau Front Populaire » c’était prendre le risque d’appeler à voter pour un appareil sur lequel, collectivement, nous n’avons aucune prise ; c’était aussi permettre à certaines et certains de s’autoriser à croire pouvoir disposer de notre « soutien ». Nous avons vu comment la NUPES, pour laquelle des camarades se sont emballés, à explosé en plein vol. Mieux vaut appeler à voter pour les organisations politiques (sans les nommer) qui portent nos revendications.

Ce 2 juillet, il nous reste quelques incertitudes : l’extrême-droite sera-t-elle majoritaire à elle seule ou n’aura-t-elle qu’une majorité relative. La question d’un NFP majoritaire, ce n’est plus une éventualité. Et, dans le rapport de forces actuel, où le mouvement syndical est à ce point faible, je me demande comment nous aurions pu faire pression sur le patronat pour qu’il recule dans ses prétentions, sachant par ailleurs le poids de l’idéologie « RN » dans le pays aujourd’hui. Nous voyons bien qu’il y a beaucoup de choses à construire, ou à reconstruire. Selon les résultats dimanche soir (fonction, notamment, de l’efficacité du « Front républicain ») il se peut aussi qu’advienne l’idée d’un gouvernement justement de « Front républicain » pour sauver l’essentiel face au RN.

Ce qui veut dire qu’il nous faudra encore réfléchir ensemble, très souvent et très rapidement.

Gérard Gourguechon